

Face à l'humiliation, Agir et se Révolter !

Le gouvernement et la Direction générale veulent imposer leur plan de déstructuration de la DGFIP. Mais depuis plusieurs mois, les actions des agent.es et le soutien de nombreux élus locaux et d'une partie de la population fragilisent ce projet. Plus que jamais, il est nécessaire, légitime et urgent d'agir pour en finir et imposer d'autres choix pour le service public et ses agent.es.



Où et comment travailleras-tu demain?

Agent.e des finances publiques, donc fonctionnaire d'État, tu es concerné.e à plusieurs titres par les projets gouvernementaux :

- la rigueur budgétaire plombe le pouvoir d'achat, freine le déroulé de carrière, provoque des suppressions d'emplois et pèse sur les conditions morales et matérielles de travail,
- la loi sur la transformation de la fonction publique réduit le champ de compétences des instances utiles au quotidien (notamment les CAP), organise la flexibilité et crée une fonction publique à double vitesse avec le recrutement de contractuel.les,
- le projet du ministère porté par la direction générale relatif au réseau de proximité vise à réduire brutalement le nombre de services de la DGFIP et à instaurer un service public « low cost » basé principalement sur des « points de contacts » généralistes...

Quel que soit le service dans lequel tu travailles, tu es ou

tu seras concerné.e par la mise en œuvre concrète de ces projets qui ont et auront un impact sur tes conditions de travail et tes conditions de vie.

Si ton service est supprimé et ta mission déplacée, seras-tu amené.e à travailler encore plus loin de chez toi ?

Dans quelles conditions financières ?

Sur quelles modalités de gestion ?

Avec quelle garantie pour l'avenir ?

Quelle formation prévue ?

Quelle mise en œuvre d'une éventuelle forme de télétravail ou de travail à distance ?

Dans quelles conditions assureras-tu le service public ?

Pour quelle évolution de carrière ?

Avec quelles conséquences personnelles ?

Ces questions, non seulement les pouvoirs publics n'y répondent pas mais pire, elles semblent manifester en dehors de leurs priorités, de leur champ de pensée.

A ces choix punitifs et humiliants, Nous répondons NON, trois fois NON

Pour que les agent.es puissent enfin exercer un service public de qualité, il faut :

- **une véritable reconnaissance de la nécessité et de l'utilité du service public, du rôle et du statut de fonctionnaire,**
- **retrouver le sens des missions de la DGFIP et consolider son périmètre de missions,**
- **un service public technicien et de proximité, ce qui suppose de maintenir et de renforcer les services de la DGFIP pérennes assurant une véritable couverture territoriale,**
- **des moyens humains, budgétaires, juridiques et matériels à la hauteur,**
- **une formation initiale et continue à la hauteur des enjeux,**
- **des droits et des garanties pour les agent.es afin qu'ils ne soient pas taillables et corvéables, ce qui suppose des règles de gestion claires et équitables, un système de formation initiale et continue efficace, un soutien technique, un autre mode de management,**
- **une rémunération elle aussi claire et équitable et non individualisée, des perspectives de déroulé de carrière, une revalorisation de la valeur du point d'indice et du régime indemnitaire...**

**Contre «leur» plan, pour les droits des agent.es et les missions des finances publiques, participez massivement aux actions nationales de l'intersyndicale DGFIP :
EXPRIMEZ VOUS À L'OCCASION DE LA VOTATION NATIONALE,
SOYEZ MASSIVEMENT EN GRÈVE LE 14 NOVEMBRE
ET À LA MANIFESTATION NATIONALE À PARIS !**



ENSEMBLE DANS L'ACTION JUSQU'AU RETRAIT DU PLAN DARMANIN

Grève nationale réussie le 16 septembre, reconductions, rassemblements aux pieds des sites, marches revendicatives, envahissements de réunions, jeudi ou mardi noirs, grèves site par site, soutien et participations des élus aux actions, relais de la presse, tracts au public... Depuis des mois la détermination des agents est toujours là !

Participons massivement à la votation organisée par l'intersyndicale Solidaires, CGT, FO, CFDT-CFTC DGFIP.

Montrons à nos responsables que le rejet de leurs réformes est massif.

Face à un tel niveau de mobilisation la DG tente d'allumer des contre-feux avec des cartes version 2 ou plus du Nouveau Réseau de Proximité (NRP). Néanmoins cette nouvelle donne prévoit toujours **concentrations de services** et **suppressions de sites**, la substitution de services de pleine compétence par des Maisons France Service (M.F.S.) et des Maisons de Services Au Public (M.S.A.P.). **Les nouvelles cartes ne sont que des leurre**s. Elles ne garantissent pas la pérennité du réseau puisqu'elles s'inscrivent dans le cadre des **4 800 suppressions d'emplois minimum** d'ici 2022 et des autres réformes en gestation. Malgré des aménagements à la marge au fil des versions, fondamentalement il n'y a **aucune inflexion sur les principes de cette réforme**.

La **rupture de la chaîne comptable** entre Services de Gestion Comptable (SGC) et Conseillers aux Décideurs Locaux (CDL) est toujours d'actualité. La **dé-métropolisation** est en marche même si les agents des services concernés demeurent dans l'incertitude. Les services de gestion (SIE, SIP, SPF, CDIF, etc.) seront réduits à leur portion congrue. La **gestion du numéraire et les encaissements vont être transférés aux buralistes** et à la FDJ. Le **contrôle fiscal** est entravé par la **loi ESSOC**. Sans oublier les projets d'**unification du recouvrement social et fiscal**, d'une agence du contrôle des entreprises par l'État, ou les **transferts des missions transverses** sous

l'autorité des préfets dans le cadre des secrétariats généraux communs. **C'est le démembrement de toute la DGFIP qui est entamé!**

Mis en difficulté, le Directeur Général aura tenté de diviser l'intersyndicale par la convocation ciblée de bilatérales. Peine perdue, l'intersyndicale est plus que jamais déterminée à mener, unie, la lutte avec les personnels. L'administration en passe aussi par l'intimidation des agents qui s'expriment à l'extérieur de la DGFIP quand le Ministre lui-même de ne les dénigre pas !

C'est pourquoi, l'intersyndicale conteste les orientations stratégiques du Directeur Général et se refuse notamment à accompagner la mise en place du NRP. Elle porte l'exigence des collègues en lutte pour le retrait du plan DARMANIN et l'ouverture de véritables négociations sur les revendications des agents.

La DGFIP a des devoirs en matière de risques psychosociaux qu'elle assume de manière irresponsable. Alors que les services sont déjà fragilisés, le NRP fait déborder le vase ! C'est pourquoi, les représentants des personnels de la DGFIP ont exercé solennellement leur droit d'alerte le 3 octobre. **Nous refusons que la DGFIP, de concepts managériaux inappropriés en dérives de plus en plus fréquentes, devienne un deuxième France Télécom !**

Toutes et tous ensemble et au même moment, unis et déterminés, nous pouvons obtenir le retrait du Nouveau Réseau de Proximité. Gagnons l'arrêt de toutes les réformes qui ne visent qu'à démanteler notre administration. Gagnons les moyens d'exercer pleinement toutes nos missions dans de bonnes conditions de travail.

Faisons du 14 novembre un temps fort, ou, côte à côte, agents et élus qui partagent notre attachement aux usagers, aux territoires et au service public de proximité, défilent ensemble à Paris comme en province.

**Tous et toutes en grève
et en manifestation nationale
le 14 novembre à Paris
et dans les actions locales !**

